



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 8 mars 2016

De grâce Monsieur le Ministre, rétractez-vous !

L'Institut pour la Justice, think tank citoyen œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **se désole d'apprendre que le nouveau garde des Sceaux a annoncé ce matin sa volonté de supprimer les tribunaux correctionnels pour mineurs récidivistes.**

Alors que le nombre de crimes et délits de violence commis par les mineurs a augmenté de 575% depuis 1990, **l'association s'inquiète de voir supprimer un dispositif justement chargé de soumettre les mineurs délinquants les plus âgés et les plus chevronnés à une collégialité de magistrats professionnels.**

Les 275 000 signataires de la pétition de l'Institut pour la Justice pour leur maintien espéraient que le départ de Christiane Taubira aurait enterré ce projet dangereux.

Le Garde des sceaux argue que les moyens de la justice ne permettent pas le bon fonctionnement de ces tribunaux. La sécurité des Français serait-elle donc uniquement soumise à des exigences comptables ?

Si cette suppression était appliquée, **elle enverrait en effet aux mineurs multirécidivistes un message d'impunité** qui renforcerait leur sentiment de toute-puissance.

Supprimer les tribunaux correctionnels relève donc d'un abandon coupable pour le devenir de ces jeunes et pour la sécurité de tous. De grâce, rétractez-vous Monsieur le Ministre !

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.